



18 June



John Carter Brown
Library
Brown University

(134)

Sera le présent décret envoyé incessamment à la sanction du roi ; et vu l'urgence de son exécution , sera ledit décret avec celui qui prononce l'urgence , notifié au gouverneur général , pour par lui le promulguer et faire exécuter , ou remettre ses observations à l'assemblée dans le délai de dix jours , prescrit par le décret du 28 mai dernier ; sera en outre le présent décret envoyé à toutes les paroisses , et imprimé au nombre de quinze cens exemplaires.

Fait en assemblée générale les jour , mois et an que dessus.

Signés , BERAULT , président.

VALLENTIN DE CULLION , vice-présid.

LE GRAND ,
DEAUBONNEAU , } Secrétaires.
DENIX ,

Collationné pour copie conforme , et délivré à Paris le trente octobre mil sept cens quatre-vingt-dix.

DEAUBONNEAU.



10 Mars 1791.

C O L O N I E S.

Instances infructueuses de l'Assemblée-Générale de SAINT-DOMINGUE, pour obtenir d'être entendue A LA BARRE de l'Assemblée Nationale. Lettre de M. LINGUET à M. BARNAVE à ce sujet.

Au nombre des évènements inconcevables, des conséquences, ou accablantes ou honteuses, qui se multiplient journellement, sur-tout dans le voisinage d'un certain grand Palais, au milieu d'une certaine grande Capitale, d'un certain grand Empire de l'Europe, il faut comprendre tout ce qui s'y décrete & ne s'y décrete pas, concernant les Colonies Américaines, lesquelles cependant sont une des plus précieuses possessions de cet Empire. Dans tout ce qui a rapport à cette matière, l'excès de la déraison se combine avec celui de l'injustice.

Quand il y auroit, dans l'Assemblée Nationale, un parti formé, ou pour détruire ces Colonies par elles-mêmes, en les livrant à la discorde, aux troubles intérieurs & sanglans qui commencent déjà à s'y développer; ou pour les forcer à se séparer de la France, d'après les insinuations, & dit-on l'argent de l'Angleterre, à la politique de laquelle cette scission convient très-fort; ou enfin pour en faire le patrimoine exclusif de quelques ambitieux de l'Assemblée Nationale, qui se flattent

ANN. POL., &c. T. XVIII. N°. 158. K

d'en être nommés les Directeurs suprêmes, quand elles formeront un *Ministère séparé*; dans l'un ou l'autre de ces trois cas; on ne pourroit faire que ce que l'on fait.

C'est d'un *Comité* qu'émanent toutes ces manœuvres. Je l'ai déjà observé plusieurs fois, & je ne suis pas le seul des bons Citoyens, des bons Patriotes, des vrais Révolutionnaires, qui aie fait cette observation. Cette *Bureaucratie*, qui caractérisoit l'ancien régime, & qu'on n'auroit pas dû s'attendre à retrouver sans intervalle, naturalisée dans le nouveau, y est cent fois plus tyrannique.

Les défunts premiers Commis, & leurs Sous-Ordres, étoient insolens; ils étoient prévaricateurs: ils violaient sans beaucoup de scrupule toutes les loix qui contrariaient leurs passions, ou leurs intérêts; mais enfin ils n'étoient pas légalement *inviolables*: on avoit aussi contre eux la ressource des passions, & de l'intérêt.

Il y avoit beaucoup de vexations inconnues que l'on ne réprimoit pas; mais celles auxquelles le hasard, ou le bonheur des opprimés donnoient de l'éclat, étoient réparées. On tâchoit d'écarter les plaintes; mais quand elles parvenaient à pénétrer dans quelques boudoirs, à se glisser dans le tourbillon de plaisirs, d'ennui, d'intrigues, de fraude, de luxe, de bassesse, de grandeur, qu'on appelloit *la Cour*, elles étoient entendues, quelquefois accueillies, & souvent amenoient une réforme.

Mais avec les Comités, il n'y a aucune ressource.

Ces malheureuses associations ont déjà toute la morgue, toute la dureté, toute l'insouciance, toute la cupidité des anciens Bureaux, & elles y joignent l'esprit de corps des anciennes Compagnies, cette coalition infernale qui rend commun, sacré à tous les Membres, le résultat des intérêts, des passions de chacun d'eux; ils servent le confrère pour être servis à leur tour; ils abandonnent pour obtenir des cessions; ils ont des complaisances qui se payent par des facilités.

Et l'Assemblée Nationale, d'après une première impulsion qu'on ne peut trop déplorer, s'étant en quelque sorte soumise à l'ascendant qu'elle leur a attribué sur elle-même, soit paresse, soit habitude, ne peut plus s'y soustraire : elle est irrésistiblement dominée elle-même par ces despotes qu'elle a élevés au-dessus d'elle; & comme c'est elle qui gouverne la *France*, il est vrai, il n'est que trop vrai, que nous n'avons fait que changer de despotisme.

O *Brutus*, ô dernier des Romains ! le blasphème que le désespoir t'arrachoit contre la vertu, ne devient pour nous qu'une définition trop juste, trop vraie de notre liberté; hélas ! elle n'est qu'un nom.

Et ce qui la détruit ainsi, ce qui en fait une chimère, non-seulement nulle, mais funeste, ce sont les *Comités* ! Or, de tous ceux qui subjuguent l'Assemblée Nationale, il n'y en a point de plus dangereux, de plus coupable, de plus ignorant que celui des *Colonies* : il est fâcheux d'avoir à énon-

cer d'aussi tristes vérités : mais je ne parle que la preuve en main (1).

Ce n'est pas ici le lieu de développer toute la turpitude des accessoires, et du fonds des rapports qui en sont déjà émanés : on peut en prendre une idée dans le Mémoire que je viens de publier pour l'Assemblée Générale de

(1) Veut-on un petit exemple de l'étendue des connoissances de quelques-uns de ces Messieurs les *Coloniaux*, comitiaux? A l'arrivée des représentans de *St. Domingue*, ceux-ci pressoient vivement quelques uns de ces juges, pour en obtenir au moins des audiences privées, qu'on leur refusoit. Eh ! *mor.....* leur dit un jour un de ces *messieurs* importuné, *votre isle nous donne autant d'occupation que la CORSE.*

Lecteurs qui avez quelque idée de la géographie, de la topographie, & du commerce, appréciez ce mot. Voilà cependant les associés de M. *Barnave*, dans le petit senat privé, où se digèrent despotiquement les décrets anticolonianx, qui passent ensuite pour être des émanations de l'*assemblée nationale* : voilà les hommes qui prononcent *sans appel*, & sans avoir entendu personne, sur les destinées d'une colonie qui entretient à la France *MILLE vaisseaux*, qui est pour la France un objet de 200 millions de circulation annuelle; qui consomme pour 150 millions de productions territoriales *françoises*, qui nourrit dans le sein de la France six millions de ses plus laborieux, de ses plus industrieux habitans; & des représentans du peuple *françois* trouvent qu'elle ne mérite pas d'eux autant d'attention que la *Corse* !

La liste du comité *colonial* présente cependant des noms qui excluent l'idée de cette stupidité; mais ceux qui portent ces noms, tels que MM. *Thouret*, *Chapelier*, &c. ont bien autre chose à faire que de redresser les bévues, ou les prévarications de ce comité. Voyez à ce sujet ma lettre ci-après, à M. *Barnave* qui en est le chef *permanent*, & de fait.

St.-Domingue (1). On verra là des faits atroces, des faits incroyables. On y verra un des prétendus *Démocrates d'Europe*, un des limiers toujours aboyant au nom du *Peuple*, contre le *pouvoir exécutif*, humilié, abattu, exécuté en *Europe*, servilement coalisé avec les satellites de ce pouvoir, régner, triomphant, assassinant en *Amérique*; on y verra par quelles manœuvres, par quelles impostures l'*Assemblée Nationale* a été induite à repousser comme une démonstration *incendiaire* le flambeau pacifique avec lequel les Représentans d'une portion considérable du *peuple*, venoient de dix-huit cens lieues, l'éclairer, pour caresser, pour consacrer comme un monument patriotique le poignard encore sanglant qui souilloit la main de leurs calomniateurs. On commencera par cette lecture à concevoir au moins quelques doutes sur cette étrange affaire, qui n'est connue, ni de ceux qui en parlent, ni de ceux qui croient l'avoir jugée.

L'intention de ces Citoyens vertueux, de ces *François FIDÈLES*, étoit de soumettre d'abord ce Mémoire à l'*Assemblée Nationale*. C'est pour elle qu'il étoit fait; ce n'est qu'avec son aveu qu'il devoit devenir public. En conséquence le 24 Février, ils ont écrit à M. *Duport*, alors Président, la Lettre que voici.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« Quels que soient les motifs de la rigueur avec

(1) Tous mes Souscripteurs peuvent envoyer prendre chez moi ce Mémoire, qui leur sera remis gratuitement.

laquelle l'*Assemblée Nationale* nous a traités le 12 Octobre dernier, nous n'avons pas dû croire que le jugement de ce jour fut définitif, ni qu'il dut en résulter un exil perpétuel pour quatre-vingt cinq citoyens que les intentions les plus pures avoient amenés ici, à dix-huit cens lieues de leurs familles, de leurs propriétés; les cinq mois écoulés dans l'intervalle ont été bien suffisans à nos accusateurs pour préparer leur attaque contre nous.

« Puisqu'ils gardent le silence c'est à nous à le rompre. Nous avons les éclaircissemens les plus importans à soumettre à l'*Assemblée Nationale*, & nous en avons de la même nature à recevoir d'elle.

« Nous vous prions, Monsieur le Président, de vouloir bien la prévenir que nous nous présenterons demain, à une heure, avec l'espérance qu'elle voudra bien nous admettre à *sa barre*. Cette heure est destinée aux objets qui concernent la *constitution* : c'est une raison de plus pour qu'elle ne nous soit pas refusée.

« Nous vous supplions, Monsieur le Président, d'observer que c'est une audience de l'*Assemblée Nationale* que nous demandons, & non pas un renvoi à *son Comité*. Elle sentira la raison de cette différence, quand elle nous aura fait l'honneur de nous entendre. »

Et en effet le mémoire étant dirigé contre le *Comité*, tendant à une *prise à partie* contre le *Comité*, la lecture auroit fait sentir que ce n'étoit pas au *Comité* qu'on pouvoit renvoyer l'affaire.

Un *ajournement*, c'est-à-dire un refus, à été l'unique réponse.

L'assemblée générale de *Saint-Domingue* s'est déterminée à publier son Mémoire. Les Membres de l'*Assemblée Nationale* en ont tous reçu des exemplaires, la plupart même en ont eu plusieurs : on a dû se flatter qu'ils le lisoient. Il est intitulé *APPEL interjetté par L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE de de Saint-Domingue, à L'ASSEMBLÉE NATIONALE* mieux instruite, *tant du Rapport à elle fait par son COMITÉ des COLONIES, les 11 & 12 Octobre dernier, que du DÉCRET surpris sur ce rapport, & de tout ce qui s'en est suivi, ou pourroit s'en suivre.*

Il est divisé en deux parties. Les Représentans de la *partie françoise de Saint-Domingue* prouvent dans la première que les Représentans de la nation *françoise* n'ont pas *DU* les destituer, dans la seconde qu'ils ne l'ont pas *PU* : ils y établissent la *légalité*, l'*authenticité* de leur caractère. Il faut voir dans le Mémoire même le développement de ces preuves ; quoique relatifs à la partie françoise de l'*Amérique* spécialement, ces détails ne sont pas étrangers à la partie *Françoise* de l'*Europe*. Ils éclaircissent un point de jurisprudence politique très-intéressant en ce moment-ci. L'*Assemblée Nationale* s'arroge le droit de casser de toutes parts, & sans formalité, les *Municipalités* qui lui déplaisent : mais a-t-elle ce droit ? Mais peut-elle l'avoir ? En général tous les officiers élus *par le peuple*, n'ont-ils pas un caractère commun, différencié quant à l'exercice, par la graduation des pouvoirs, mais irrévocable de sa nature par toute autre autorité que celle

qui l'a institué, ou indestructible par toute autre voie que celle d'un jugement rendu sur une forfaiture légalement vérifiée, & prouvée?

Voilà le principe auquel l'Assemblée Nationale déroge avec la plus étonnante légèreté : c'est ce qu'elle a fait à *Auray*, à *St. - Jean - d'Angély*, & ailleurs (1), mais sur-tout envers l'*Assemblée Générale de Saint - Domingue*. Sa première procédure en pareil cas c'est de casser, toujours par l'impulsion d'un Comité, des Représentans du Peuple qui ne sont pas même accusés *légalement* : & ensuite cette usurpation, cette vexation odieuse, deviennent, d'après les ordres du Comité, un motif déterminant pour ne pas les entendre. Cet excès horrible d'injustice prématurée devient la justification d'un déni de justice irrévocable.

Cet abus honteux, & douloureux, est attaqué dans le *Mémoire de Saint-Domingue* ! Mais il l'est avec les ménagemens, les égards dûs à un Corps tel que l'Assemblée Nationale, lors même qu'il s'est malheureusement laissé entraîner à enfreindre ses devoirs, à outre-passer ses pouvoirs.

Après avoir laissé à cet écrit le tems de produire son effet, quand les Représentans de la Colonie ont pu se flatter que leurs Juges l'auroient lu, médité, apprécié, ils ont adressé le 3 Mars à M. *Noailles*, devenu Président de quinzaine, une seconde lettre que voici :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» Il nous est impossible de concilier les principes de justice, & de prudence, qui dirigent l'Assemblée

(1) Et l'affaire d'*Hagueneau* !

Nationale avec le refus réitéré qu'Elle fait de nous *entendre*. Il est vrai qu'Elle nous a déjà condamnés une première fois sur un faux exposé, sans nous avoir entendus : du tems du despotisme une surprise de ce genre seroit devenue une raison insurmontable de se refuser à toute espèce d'éclaircissements, à tous moyens de retour. Mais sans doute ce régime Ministériel n'est pas celui de la Liberté, ni cette Jurisprudence celle de ses Restaurateurs.

» Nous persistons, au nom de la Colonie, dont nous sommes *les légitimes* (1), les seuls Représentans, à demander d'être entendus, d'être admis à exprimer *son vœu* aux termes du Décret constitutionnel du 8 Mars 1790, auquel l'Assemblée Nationale n'a pas sans doute voulu déroger par le *jugement* qu'on lui a surpris le 12 Octobre suivant.

» Le motif, ou le prétexte du refus qui lui a encore été surpris il y a huit jours, à notre préjudice, a été que des *instructions* concertées, combinées, nous a-t-on dit, entre le Comité Colonial & nous, alloient paroître, recevoir votre autorisation, & ramener chez nous l'ordre avec la paix. Loin que cette résolution soit un motif pour nous écarter, c'en est un, M. le Président, pour nous admettre, & au plutôt.

» Nous déposons entre vos mains, M. le Président, notre réclamation formelle, au nom de la Colonie, contre l'émission de ces instructions avant que nous ayons été entendus. Nous démentons expressément l'assertion que nous y ayons concouru. Nous n'y avons pris, nous n'y prenons,

(1) On a lu *les Législateurs*. Voyez à ce sujet ma lettre à M. Barnave ci-après.

nous n'y prendrons de part que pour cette réclamation.

» Notre Assemblée n'en a eu aucune connoissance directe; si quelques-uns de nous ont assisté aux Séances du Comité où elles ont été tracées, ce n'a pu être qu'individuellement, & sans aucune mission, ni autorisation de notre part. Nous regardons ces instructions, quelles qu'elles soient, comme contraires aux droits qui sont acquis à la Colonie même par votre Décret du 8 Mars. Nous avons à craindre qu'elles n'y portent de nouveaux troubles. Nos allarmes ne sont que trop justifiées par ceux que les instructions du 28 Mars y ont déjà occasionnés.

» Voilà, M. le Président, sur quoi il est important, urgent de nous entendre, & de nous entendre *nous-mêmes*, de supprimer tout intermédiaire entre l'Assemblée Nationale, & nous. Elle ne peut ignorer que nous venons de publier un Mémoire justificatif. Nous ne l'avons publié que parce que nous n'avons pu parvenir à *lui en soumettre les motifs en détail*. Ce Mémoire prouve assez clairement que le Comité Colonial ne peut plus prétendre à être ni notre interprète, ni notre médiateur, & bien moins encore notre Juge.

» Si nous avons encore le malheur d'être repoussés dans la tentative que nous faisons aujourd'hui par votre entremise, M. le Président, pour être admis par l'Assemblée Nationale à l'instruire, nous serons forcés, pour l'acquit de nos consciences, de rendre à nos Commettans, à la Nation entière, le compte détaillé de nos démar-

ches , de nos droits , des leurs , que l'Assemblée Nationale n'aura pas voulu recevoir de nous : & nous demandons dès-à-présent la main-levée des arrêts iniques dans lesquels nous gémissons depuis cinq mois , sans pouvoir obtenir , même un examen de nos prétendus délits.

» Nos familles nous rappellent. Nos fortunes dépérissent par notre absence. La douleur , l'indignation , le désespoir commencent à altérer en nous les principes de la vie. Cinq de nos collègues viennent d'y succomber ; ils ont emporté au tombeau le regret de n'avoir pu être admis , même à prouver leur innocence & la nôtre. Plusieurs autres sont menacés du même sort : il est tems , M. le Président , que cette étrange oppression finisse.

» Si l'Assemblée Nationale ne nous regarde plus que comme de simples particuliers , elle ne doit pas nous retenir : si , comme la justice l'exige , comme notre mission , notre caractère le demandent , elle considère en nous les vrais Représentans de la Colonie , elle DOIT NOUS ENTENDRE. »

Dans les millions d'*Adresses* qui viennent journellement s'engloutir au *Manège* , il n'y en a peut-être jamais eu de plus fondée , de plus attendrissante , de plus respectueuse même , malgré son énergie. Sans doute , ce n'étoit pas insulter l'Assemblée Nationale que de l'implorer elle-même pour obtenir la réparation d'une iniquité commise par elle ; ce recours direct à son autorité , malgré ses refus obstinés d'*entendre* enfin ses victimes , étoit la preuve d'une confiance inépuisable dans la pu-

reté, la droiture de ses *intentions*. Les Députés de la Colonie s'y qualifient *les seuls & légitimes Représentans* : mais outre que s'abstenir de ce titre auroit été une espèce d'adhésion au Décret *jugeur*, contre lequel précisément ils réclamoient, dans toute la rigueur la plus absolue du droit il est impossible de supposer qu'ils en soient encore privés.

Le Rapporteur que l'Assemblée a suivi aveuglément le 12 Octobre 1790, a formellement excepté *les Personnes* du jugement qu'il prescrivait du haut de la Tribune, & qui de son aveu étoit déjà rendu dans les secrets du Comité, un mois avant qu'on sût sur quoi il porteroit. Ces Personnes sont donc restées ce qu'elles étoient, & c'étoient celles des Représentans de la Colonie.

Il est vrai qu'on trouve ensuite dans le Décret leur destitution prononcée ; mais tout ce que prouve cette monstrueuse inconséquence, c'est que dans tout ce qui se faisoit CE SOIR-LA, on ne voyoit pas plus qu'on n'entendoit. Le Rapporteur seul conservoit une sagacité, un sang-froid également perfides. Il avoit étalé son exception en faveur *des personnes*, pour assoupir les scrupules de l'Assemblée, à laquelle il vouloit surprendre un jugement précipité : il avoit minuté son Décret pour. . . . pour s'assurer les fruits que des motifs quelconques lui rendoient précieux.

L'inconséquence dans laquelle il entraînoit ses Collègues ne l'inquiétoit pas beaucoup : il comptoit sur l'efficacité de ses intrigues dans l'Assemblée générale même, sur *la défection* d'un grand nombre de ses Membres qu'il se flattoit d'effrayer,

de laisser, de gagner : & pour réduire les autres, pour leur fermer la bouche, il avoit un moyen décisif : il le leur avoit notifié à eux-mêmes.

Se considérant déjà comme revêtu de l'emploi auquel il aspire, parlant en Ministre des Colonies, il leur avoit dit : *nous y enverrons des forces* (1). Certainement une destitution ainsi prononcée, ainsi motivée, ne pouvoit, ne devoit pas paroître sérieuse aux Représentans d'une portion aussi intéressante du Peuple *François*, ni les dégrader à leurs propres yeux.

Enfin, puisqu'elle avoit la forme d'un *Jugement*, puisque dans le rapport qui l'a provoquée, il est dit en propres termes que c'est un Jugement (2), pour avoir même l'apparence de la validité, il faudroit qu'elle eut au moins celle des décisions judiciaires : il faudroit qu'elle eut été résolue, & décrétée d'après un examen quelconque, une démonstration quelconque de l'envie d'*entendre les Intéressés*. Et ici, il n'y en avoit eu que du parti pris de ne pas les entendre.

Or, tout *Jugement* rendu sans ce préliminaire, est essentiellement, radicalement *nul*. Ce principe est un des axiômes fondamentaux de la Jurisprudence : il en est l'alphabet. Le Rapporteur, qui, dit-on, est *Procureur* de race, n'est pas assez vieux pour l'avoir oublié ; il doit être assez instruit pour ne pas l'ignorer : les Représentans de St.-Domingue

(1) Voyez le Mémoire page 39.

(2) Voyez ce Rapport page 90.

réclamant cette Loi antérieure à toutes *les Constitutions*, & base de toutes les Constitutions, de ne condamner, à plus forte raison de n'exécuter personne sans l'entendre, n'ont dû se regarder, ni comme *exécutés*, ni même comme condamnés.

Leur réclamation est intitulée *Appel* ; or d'après un autre principe non moins familier aux juriscultes, l'appel, sur-tout en matières *personnelles*, suspend l'effet du premier jugement. Cette décision combattue ne change rien à l'*état des Personnes*. Les Représentans de St.-Domingue ont donc pu, ils ont donc dû prendre leur qualité, qui devenoit précisément leur titre pour demander d'être admis à la *Barre*. Il semble qu'ils devoient se flatter d'obtenir, après cinq mois des plus instantes sollicitations, une faveur offerte prodiguée jusqu'au ridicule, & requise par eux comme *justice* : Ils ont échoué : ils n'ont pas même obtenu les honneurs de la *lecture*.

Leur adresse avoit été remise au *Président* le Vendredi 4 Mars au matin : elle a été *communiquée* par lui clandestinement, à ceux qu'elle intéressoit, sans en parler à l'Assemblée Nationale, jusqu'au Samedi 5 : & ce jour-là un Membre ayant feint de vouloir la lire, aux premiers mots du second alinéa, d'après une falsification coupable du texte (1), des clameurs apostées se sont élevées : une interruption insurmontable a coupé la lecture.

Il y a eu discussion non pas pour savoir si on la reprendroit, mais sur la manière de l'écarter : un des

(1) On a substitué le mot *législateurs* à celui de *légitimes* que portoit l'adresse.

principaux interlocuteurs a été le principal intéressé, le Rapporteur inculpé dans le Mémoire, & formellement recusé dans l'*Adresse*, M. Barnave. Suivant la marche oblique qui lui est familière, il a feint de s'interposer pour obtenir qu'elle fût lue: il a dit, & fait tout ce qu'il falloit pour obtenir qu'elle fût supprimée; ce qui a eu lieu. Et par supplément, pour mieux éclaircir l'affaire, on a décrété que ceux qui avoient voulu la présenter seroient blâmés de sorte que pour toute réponse à une plainte; d'avoir été déjà condamnés sans être entendus, on a condamné même cette plainte, sans la connoître, & par conséquent on en a puni l'idée, l'intention.

Dans sa tournure qu'on auroit appelée jésuitique du tems où il y avoit des jésuites, M. Barnave m'a inculpé personnellement, & outrageusement, quoique je ne parusse pour rien dans cette affaire, ni dans le Mémoire, que je n'ai pas signé. Il faut donc répondre directement à M. Barnave: il faut lui apprendre que le droit d'inviolabilité, celui de souveraineté, que se sont attribués les collègues en matière de législation, ne comprend pas, jusqu'ici du moins, celui de mensonge, d'insulte.

Suivant lui, l'Assemblée Nationale réunit collectivement tous les pouvoirs, avec le droit de les exercer, jusqu'à ce qu'elle les ait délégués: il a très-cathégoriquement énoncé cet axiôme comitial dans le rapport dont il s'agit. (1) Mais 1°. la calomnie jusqu'aujourd'hui, même dans le sens de la révolution, n'est pas regardée comme un pouvoir; & 2°. si c'en est un, si c'est un de ceux que l'Assemblée Nationale réunit & exerce, il n'y a

(1) Voyez le Rapport du 12 Octobre page 90.

encore aucun décret , à ce que je crois , même parmi ceux *du soir* , qui le délègue formellement , même à M. *Barnave*.

M. *Barnave* en use habituellement , il est vrai : mais les habitudes de M. *Barnave* ne sont pas encore légalement incorporées à la *constitution* : je crois donc pouvoir sans scrupule , & sans danger , répondre à M. *Barnave* , puisque M. *Barnave* ne s'est point fait de scrupule , & s'est exposé volontairement au *danger* de me provoquer.

Je dis au *danger* : on va voir si ce mot est déplacé ; on va se convaincre que quand on est aussi foible en raison que l'est M. *Barnave* , on court des risques à se montrer aussi fort en injures & en *MENSONGES* , que l'est M. *Barnave*.

N. B. Cette affaire prend un caractère de gravité qui semble inséparable de toutes celles auxquelles j'interviens ; ce qui est au fond assez naturel , parce que ce sont sur-tout des infortunés , opprimés , & des causes justes que je défends , & je les défends comme je me défendrais moi-même.

On demandera peut-être pourquoi les Représentans de Saint-Domingue ont si longtems gardé le silence : voici pourquoi. A leur arrivée ils s'étoient adressés , & pour cause , à des intriguans , secrétaires des éloquens de l'Assemblée Nationale : on les a trainés , joués , trompés , & pour cause. Ce n'est qu'à la fin de janvier qu'ils se sont adressés à moi , & pour cause encore. Voilà leur parlage actuel , & leur muétisme passé , & peut-être l'éclat du 5 de ce mois également motivés.

M. LINGUET Citoyen François, à
M. BARNAVE, Membre de la Législa-
ture Françoisè ACTUELLE.

Vous m'avez, Monsieur, provoqué, fans droits, fans ménagemens, *en mon absence*, le cinq de ce mois de Mars, dans un lieu, dans un moment où vous étiez bien sûr de ne pas trouver de contradicteurs. Les échos journaliers de ce qui s'y fait, de ce qui s'y dit de bien, & aussi de ce qui malheureusement s'y dit, & s'y fait de *non-bien*, ont répété, propagé vos dires de ce jour-là. Vous n'avez pas dû compter sur mon silence quand j'en ferois instruit.

Comme membre de l'*Assemblée Nationale*, je dois avec tous les bons François, respect à votre titre. Comme particulier, je vous apprécie : comme calomniateur, je vais vous confondre.

Un Mémoire imprimé a paru ces jours-ci, où l'une de vos productions, imprimée aussi, *avec votre nom*, est discutée, une de vos manœuvres démasquée, une des surprises faites par vous à l'*Assemblée Nationale*, & peut-être une des plus funestes, mise en évidence ; il est muni de SOIXANTE ET QUINZE signatures bien authentiques (1) : la mienne ne s'y trouve pas.

(1) Les derniers exemplaires imprimés en portent 79, parce que dans le cours de l'impression, & sur la lecture des imprimés, de nouvelles signatures sont survenues, observation qui n'est pas à négliger, & qui trouvera sa place dans la suite.

Cependant en pleine *Assemblée Nationale* vous m'en avez déclaré l'Auteur : & c'est en le dénonçant comme *rempli de faits faux*, comme n'étant redevable de cet appareil de cautions qu'au plus infâme des manèges, comme *désavoué* par une partie de ceux qui l'ont signé à des conditions *qu'on n'a pas tenues*, DITES-VOUS, que vous me l'attribuez. Que feriez-vous, si je vous demandois *légalement* la preuve légale de cette assertion *qu'il est de moi* ?

Plus les inculpations dont vous chargiez cet écrit étoient graves, plus il semble que vous auriez dû être réservé à y adapter un nom qui n'y paroîssoit pas. Moins vous deviez vous permettre d'en écarter *soixante & dix-neuf* qui se présentoient comme garans de tout ce qu'il contient, pour en aller chercher un que vous ne deviez, que vous ne pouviez pas connoître. Eh que vous importe l'auteur ? C'étoit l'écrit, c'étoient *les faits* qu'il falloit discuter, réfuter, si vous l'aviez pu.

Les gazettes varient dans le récit de votre manège à cette occasion. Les unes disent que vous m'avez nommé franchement, ou du moins sans autre détour que le soin de faire précéder vos insultes, de l'observation que j'étois *étranger à l'affaire*. (1). Les autres racontent que vous vous êtes contenté de lâcher dou-

(1) Voyez le *Journal des débats, & des décrets*, n° 638. Il passe pour un des plus fidèles ; & il doit l'être puisqu'il est, dit-on, rédigé par un membre de l'Assemblée Nationale, qui ne dément pas cette opinion du public.

cereusement que ce Mémoire étoit l'ouvrage d'un homme connu par..... & qu'à ce par traîné artifice, suivant les règles de la déclamation oratoire, de grosses voix apostées, celles de vos hurleurs habitués, avoient aboyé par *M. Linguet*, par *M. Linguet* (1). Je serois bien curieux de savoir ce que vous auriez substitué à ce supplément officieux.

Que vous ayez employé ou non cette petite escobarderie, c'est ce qui m'intéresse fort peu : ce qui est sûr, & trop sérieux, c'est que dans ce moment vous m'avez rendu avec une malignité réfléchie l'objet d'un babil vindicatif dans lequel je ne devois pas encore être mêlé. Avec quelle effrayante légèreté remplissez-vous donc vos fonctions & vos séances ?

(1) Voyez le *Moniteur* n° 66 : il est croyable, en cette partie du moins, puisqu'il est rédigé, dit-on, par un Secrétaire de *M. Barnave*, & que tout ce qui y concerne *M. Barnave* y est toujours tourné à l'honneur, gloire, & profit de *M. Barnave*, au moins jusqu'à ce qu'on daigne répondre à *M. Barnave*. De ce genre est la nouvelle de la Statue décernée au *Cap* à *M. Barnave sauveur des Colonies*, d'après la nouvelle du décret du 12 Octobre 1790. Le *Moniteur* a enflé sa trompette pour célébrer l'inauguration de ce monument : & il n'a pas manqué de dire que c'étoit le vœu de la *Colonie*.

Cependant il est encore très-douteux qu'il y ait eu une Statue quelconque de décernée, même au *Cap*, qui n'est point du tout la *Colonie* ; qui n'est pas plus la *Colonie* que *Nantes* n'est la *France* : mais en supposant l'hommage de l'effigie réel c'est au *Roi des François* qu'il auroit été adressé. Or est-ce *M. Barnave* qui est le *Roi des François* ? Cette grande question n'a pas encore été mise à l'ordre du jour, même dans le *Moniteur*.

J'ai bien été témoin , & j'ai gémi , avec tous les bons citoyens , des tempêtes deshonorantes qui troublent trop souvent l'atmosphère de l'Assemblée Nationale ; j'ai entendu , en fermant les yeux , en regrettant de ne pouvoir m'ôter aussi complètement la faculté de l'ouïe , ce sanctuaire auguste , cet olympe d'où ne devroient émaner que des loix pacifiques , se métamorphoser en une halle où nos demi-dieux s'injurioient en présence , & en personne , avec la plus monstrueuse indécence : mais-j'ignorois que leurs délibérations pussent dégénérer à votre *ordre* , contre des citoyens absens , & *non Législateurs* , en un commérage tout-à-la-fois aussi dangereux , & aussi indiscret.

Je ne savois pas qu'il fût permis à des *inviolables* , de violer avec la langue la retraite d'un citoyen paisible , de le traduire subitement , à *son insçu* , dans leur arène , sur leur amphithéâtre , pour y être *disséqué* , pour y devenir seul responsable d'un délit vrai ou supposé dont il est absous par soixante & dix-neuf preuves physiques , & ostensibles. Qu'un faiseur de libelles eût cette malignité , ou cette imprudence on n'en feroit pas étonné : mais des Législateurs !

Cependant , Monsieur , vous n'avez sur ce point que le tort d'une excessive indiscretion , ou d'une méchanceté très-raffinée. Le fait est vrai. Oui : je suis l'Auteur du Mémoire qui a si vivement piqué votre orgueil. Si je me suis abstenu de le signer , ce n'est pas que j'en rougisse , ni que j'en craigne les suites : mais depuis que la presse est libre , cette formalité me paroît inutile dans les services

de ce genre que je crois encore quelquefois devoir rendre à la justice, au bon droit démontré.

En général on fait assez que je ne suis pas dans l'usage de me cacher. Vous êtes trop jeune pour m'avoir vu dans ma carrière du *barreau*. Fruit éphémère & précoce de la Révolution, vous ignorez ce qui l'a précédée. Vous n'existiez pas encore que j'avois déjà l'habitude de n'entreprendre *que de bonnes Causes*; de ne jamais reculer, quand je les avois entamées, & de *n'en perdre aucune* de celles où *la discussion étoit admise*, où la justice pouvoit influencer sur les jugemens.

La Révolution a changé bien des choses parmi nous : elle n'a pas fait varier mon caractère. J'ai encore l'espoir qu'elle ne fera pas varier *mon bonheur* en ce genre. Les Représentans de la Colonie de *St.-Domingue*, vexés, opprimés, calomniés par vous, trompés par des intrigans dont ils ont d'abord voulu employer le ministère, sont venus à moi. J'ai examiné leur cause : je l'ai trouvée *juste* : je m'en suis chargé. De ce moment, je me suis trouvé bien *moins étranger à leur affaire* que vous. Quelle y étoit votre mission ? De vous en instruire, d'abord, & ensuite d'en instruire l'*Assemblée Nationale* par un *rapport FIDÈLE*. Comment vous en êtes-vous acquitté ?

La mienne étoit de justifier ceux que vous aviez injustement inculpés, d'éclaircir des faits que vous aviez malignement dissimulés ou enveloppés, de rétablir des vérités que vous aviez dénaturées avec réflexion, & assurément je l'ai remplie.

Quand il n'auroit été question ici que d'une discussion *politique*, vous n'auriez pas pu m'y trouver *étranger*; mais c'est une discussion *judiciaire*! mon nom seul justifioit mon intervention. Vous, Avocat d'hier, au moment où vous venez d'exercer passagèrement les fonctions de *Juge*, où vous êtes accusé d'en avoir violé les devoirs, vous osez appeler *étranger* à l'affaire le défenseur des parties que vous avez sacrifiées! Appelez-le *importun*, *embarrassant*, sur-tout quand vous avez eu lieu de vous convaincre qu'il est incorruptible; qu'il joint quelque énergie à une droiture brutale, & sans *composition*; mais *étranger*!

Au reste, maintenant que m'y voilà doublement initié; maintenant que l'Auteur du Mémoire dont il s'agit est légalement connu, & en face, examinons les reproches que vous avez faits à cet écrit. *Il ne renferme*, avez vous dit, *que des faits faux*; & vous en citez un exemple qui doit être bien frappant, bien victorieux, bien *essentiel* sur-tout; duquel doit principalement dépendre le sort de l'affaire en elle-même, puisque c'est d'après celui-là que vous commandez à vos Auditeurs d'apprécier la véracité du *Mémoire entier*. « Vous en jugerez, » dites-vous, par le fait que je vais vous citer. » ON Y DIT, (*dans le Mémoire*,) que MM. Thouret & Chapelier *n'étoient point au Comité colonial* lorsque le *Décret* que vous avez adopté y fut délibéré (1) ».

Voilà ce que vous dites : vous le dites en vous

(1) Journal des Débats & Décrets, n° 638.

rendant le dénonciateur d'une fausseté ; en donnant le fait comme la preuve convaincante de la justesse de votre dénonciation : moi je demande à mon tour que l'on juge de votre véracité, de l'exactitude de *votre Rapport* , & de T O U S V O S R A P P O R T S , d'après un autre fait que je vais citer : c'est qu'il n'y a pas dans le *Mémoire* *un seul mot* de votre citation : c'est que l'espece d'avis, l'exception dont vous abusez avec tant d'audace, & si peu d'adresse, pour tromper des Auditeurs que vous saviez bien disposés à vous en croire sur votre parole, *n'est pas dans le Mémoire* . C'est un hors-d'œuvre très-distinctement séparé, imprimé à la fin en caracteres différens ; & voici ce qu'on y dit.

N. B. *Dans le courant de ce Mémoire nous avons toujours parlé DU RAPPORT des 11, & 12 Octobre, comme étant l'ouvrage du Comité : nous avons dû parler ainsi, puisque l'imprimé qui est la seule maniere dont nous ayons pu le connoître, est intitulé, Rapport fait à l'Assemblée Nationale, AU NOM du Comité des Colonies, & que ce Comité n'a pas réclamé.*

Cependant nous nous croyons obligés de publier que MM. Thouret & Chapelier ne peuvent être compris dans cet énoncé. Trop surchargés d'affaires, absorbés par d'autres Comités, dès avant notre arrivée ils n'alloient jamais à celui des Colonies. M. Thouret l'a nommément déclaré à nos Commissaires, qui, dans les premiers jours d'Octobre s'étoient retirés vers lui, parce qu'il en étoit Président Titulaire.

Ce sera aux autres Collegues du Rapporteur à indiquer la part qu'ils ont pu prendre, où celle qu'ils veulent conserver dans la composition, & la rédaction DU RAPPORT. Nous osons seulement nous flatter que ceux qui avoueront ce RAPPORT, s'abstiendront à l'avenir de se porter pour JUGES de nos plaintes, & de tout ce qui nous concerne. La justice leur en fait un devoir & la délicatesse une loi.

Voilà ce que *dit* l'addition faite au Mémoire ; ce qui est imprimé , ce que sans doute vous avez lu , dès que vous prétendiez le citer ; ce que vous avez donc *falsifié* avec réflexion. Votre courte phrase, cette preuve accablante de ma duplicité & de votre franchise, contient autant de mensonges que de paroles.

L'avis ne parle point *du décret* : il n'y est question *que du Rapport* : on n'y dit point que MM. Thouret & Chapelier n'eussent point assisté aux *délibérations* , mais qu'ils n'avoient point concouru à la COMPOSITION & RÉDACTION du *Rapport* : on n'y dit pas que ces Messieurs aient été absens du Comité *un tel jour* précisément : on y observe que *dès avant* l'arrivée de l'Assemblée de Saint-Domingue, ils n'y *alloient jamais* ; ce qui n'est pas dire qu'ils n'y ont pas été *depuis* , quand vous avez cru avoir besoin *d'un moment* de leur présence , pour donner plus de poids à votre ouvrage ; pour faciliter à l'abri de leurs *noms* en surprenant leur adhésion particuliere, qu'ils ne pouvoient guere refuser puisqu'ils n'étoient instruits que par vous, le succès de celle que vous mé-

ditiez de surprendre à l'Assemblée Nationale entiere (1).

Triomphant d'une preuve aussi decisive, vous avez ajouté, « il est encore vrai que le jour où » les Commissaires de la ci-devant Assemblée générale, ont été entendus *pendant quatre heures* » consécutives au Comité, il étoit présidé par » M. *Thouret*. » Le fait de cette présidence momentanée est vrai ; mais il ne vous fera pas plus avantageux que le reste : c'est précisément ce qui a donné lieu à ces Commissaires d'apprendre, & de LA BOUCHE de M. *Thouret*, lui-même, qu'il n'étoit jusques-là JAMAIS venu au Comité.

Ils y avoient été appelés, non pas pour y être entendus, comme vous le dites ; mais pour s'entendre dire PAR VOUS, ce que vous avez répété le 12 Octobre à l'Assemblée Nationale, qu'ils étoient déjà condamnés depuis long-tems (1), qu'ils étoient des rebelles, &c. Ce Comité est assez mal logé : M. *Thouret*, en entrant marqua sa surprise : mais ce local, Monsieur, doit vous être familier, observa un des Américains ; en

(1) J'ai suivi dans cette réfutation la leçon du Journal des *Débats & des Décrets*. Celle du *Moniteur* est « on Y LIT » (toujours dans le *Mémoire*) par exemple que MM. *Thouret* » & *Chapelier* n'ont pas voulu donner leur avis, tandis » qu'ils l'ont toujours donné ». C'est à M. *Barnave* à révéler au Public lequel des deux narrateurs a le mieux fait les propres expressions ; peut-être a-t-il employé les deux phrases : certainement il y en a au moins une qui est la sienne ; & toutes deux sont également fausses, toutes deux contiennent également une citation *infidèle*.

(2) Voyez le *Mémoire*, page 56.

vérité , Monsieur , répondit le sincere Président ,
C'EST LA PREMIERE FOIS QUE J'Y VIENS.

Voilà ce que j'articule , d'après la déclaration écrite de mes *cliens* , pour parler en termes du métier ; & j'interpelle ici M. *Thouret* lui-même , qui est du métier aussi. Je ne lui demande pas une déclaration affirmative : je sens bien ce qu'elle couteroit à la *confraternité* ; mais il s'expliquera par son silence. S'il ne donne pas à cette asser-tion Coloniale un démenti formel , bien précis , le fait sera réputé constant ; & il ne le donnera pas. Indépendamment de son honnêteté personnelle , il se rappellera sans doute que son aveu naïf a eu des *témoins* , & des témoins croyables.

Or quelle est , Monsieur , la conséquence de cet aveu ? Dans votre rapport lu à l'Assemblée Nationale , les 11 & 12 Octobre , mais déjà fabriqué dès les *derniers jours de Septembre* , vous déclarez que dès les *PREMIERS jours* de ce même mois de Septembre , le *Comité* étoit déjà DÉTERMINÉ , rappelez-vous bien ce mot , qui d'ailleurs est imprimé (1) ; il étoit déterminé à CASSER l'Assemblée générale de *S. Domingue*. Or M. THOURET est venu pour la première fois à ce Comité casseur le 9 Octobre : donc il n'a pas assisté à la *détermination* de Septembre. J'aurois donc pu dire qu'il a encore moins assisté aux *Délibérations* ; car enfin dans l'ordre des choses , si ce n'est pas dans l'ordre du jour , elles doivent être antérieures aux résolutions.

(1) Voyez le Rapport des 11 & 12 Octobre page 2.

Je fais bien qu'à l'*Assemblée Nationale*, quand c'est vous qui la conduisez malheureusement, on commence trop souvent par *déterminer*, par *opérer*, témoin notre affaire coloniale, sauf à délibérer après, ou à ne pas délibérer du tout ; témoin encore cette même affaire. Par conséquent les Comités peuvent bien se permettre cette intervention commode du cours ordinaire des choses ; mais de cette jurisprudence *révolutionnaire* il ne s'en suivra pas que j'aie dit un *fait faux* en énonçant, qu'*avant* l'arrivée de mes *Saint-Domingois* à Paris, laquelle date du premier Octobre 1790, M. *Thouret* n'alloit *jamaïs* au Comité Colonial, puisqu'en effet il n'y a été *pour la première fois* que le 9 de ce mois.

Avouez, mon cher Monsieur, que je suis embarrassant, désolant avec ma chienne de logique. Vous qui ne subsistez que d'adresses, vous vous êtes ici mal adressé ; mais il vous reste un expédient tout simple pour me confondre à votre tour : c'est de faire rendre un bon décret qui me mande aussi, moi, à la barre, pour m'y *blâmer* d'avoir trop raison. Il y a long-tems que j'ai ce tort là, sur-tout quand on m'*attaque*. C'est ce qui m'a valu jadis l'honneur d'être *rayé* par les *ci-devans*, sous l'ancien régime : il seroit assez plaisant, assez glorieux, d'être *barré* pour la même cause sous le nouveau.

Je n'ai attaché de l'importance à l'éclaircissement de *ce fait*, que par ce que vous en avez fait vous-même le 5 Mars votre arme unique ; parce qu'il est devenu dans vos mains la lesse avec laquelle vous avez entraîné le troupeau accou-

tumé à ne penser , ou du moins à ne bêler , à ne beugler que d'après vous. Au fonds , rien de plus indifférent : que MM. *Thouret*, & *Chapelier* aillent, ou n'aillent pas au Comité *Colonial* , ce point n'est pas plus essentiel pour la *validité* légale de ce qui s'y fait , que la connoissance de mon nom pour la véracité du *Mémoire Colonial*.

La distinction consignée dans la note qui les concerne , étoit le fruit de mon scrupule personnel. Stupéfait , confondu , de l'absurdité , de l'extravagance du *rapport* des 11 & 12 Octobre ; effrayé de la corruption profonde qu'il déceloit dans l'auteur, ou les auteurs ; ne pouvant concilier tout cela avec la réputation de *lumières*, de *talens*, d'*intégrité* , qui distingue ces deux *anciens avocats* , j'avois reçu comme un vrai soulagement pour moi la nouvelle du peu de part qu'ils prenoient aux opérations de ce Comité. J'avois saisi avec empressement , pour ma propre satisfaction , l'occasion de leur rendre cet hommage.

D'ailleurs , c'étoit en même-tems rendre un service à *mes cliens*. L'effet nécessaire du *Mémoire* étoit la *RÉCUSATION du Comité* , du moins de ceux de ses membres qui en avoueroient les *résultats*. Il étoit donc essentiel de distinguer ceux qui n'y avoient pris qu'une part *passive*. Il l'étoit de conserver au nombre des juges qui alloient prononcer sur une cause aussi intéressante , sur le sort d'une Colonie aussi précieuse , deux hommes tels que MM. *Thouret* & *Chapelier* ; de leur offrir une raison de ne se pas croire compris dans l'exclusion nécessitée par les bévues , & les prévarications

du *rapport*, contre tous ceux du Comité qui auroient eu le malheur d'y coopérer activement.

Par cette note je conciliois tout à la fois les égards dus à deux hommes célèbres, les ménagemens nécessaires pour l'intérêt de ma cause, & ma propre délicatesse : mais au fonds ce n'est pas de l'assistance *journalière* de deux chanoines de plus dans cette petite *Cathédrale*, où vous êtes toujours le *Célébrant*, que j'ai fait dépendre la légalité, la sagesse de l'office qui s'y fait.

Aussi je ne me prévaus point de votre défi. En m'établissant sur la base posée par vous même, je pourrois dire à l'*Assemblée Nationale*, à l'*Europe*, à l'*Amérique*, « M. Barnave a dit que mon mémoire étoit rempli de faussetés PAREILLES à celle » qu'il citoit. Or cette fausseté, qui en est en » effet devenue une dans sa bouche, est dans le » mémoire, ou à la suite du mémoire, une vérité » littérale, incontestable ; donc, de son aveu, toutes » les allégations du mémoire qui sont du même » genre, qui sont pareilles, sont aussi des vérités. » Je pourrois borner là ma réponse. Je pourrois livrer le reste de vos inculpations du 5 Mars, au mépris, & la totalité de votre procédé à l'indignation des hommes honnêtes ; & c'est le parti que je prends quant à ce qui concerne les faits contenus dans le *Mémoire*.

Mais vous en avez articulé un qui m'est personnel : l'appareil que vous y avez mis, la multitude de garans, ou de complices dont vous vous êtes appuyé pour le rendre plus imposant,

m'oblige de l'éclaircir : Les suites en feront aussi sérieuses qu'il est sérieux en lui même , je vous en prévians.

Après avoir donné l'échantillon des *faussetés* innombrables dont est composée la *totalité* de mon pauvre Mémoire , vous avez ajouté » ce Mémoire » ayant été rapporté dans des conférences , les » individus qui composoient la ci-devant assemblée » de St.-Marc , ont trouvé qu'il ne pouvoit être » signé par des gens honnêtes ; il n'a été signé » qu'après avoir subi des corrections & des changements considérables ; mais on l'a livré à l'impression sans aucun changement & avec les signatures , » qui n'y avoient été apposées que parce qu'il » avoit été corrigé ; BEAUCOUP DE SIGNATAIRES » sont venus au Comité exprimer leur *ressentiment* » de l'injure qui leur avoit été faite. « (1).

Voilà qui est grave, M. Barnave, M. l'Inviolable : Vous pouvez vous jouer des droits de la couronne , qui n'a que trop mérité son humiliation , mais à laquelle cependant pour le bien général , il seroit bien tems de faire grâce ; de ceux du *Clergé* dont la partie *haute* commence par sa maladresse , par ses fureurs , à justifier son abaissement ; mais dont vous ne ménagez guère plus la partie inférieure si digne de respect & de support ; de ceux de la *Noblesse* dont je croirai toujours que la dégradation n'étoit ni nécessaire , ni utile , ni même politique ; de ceux du peuple à qui ,

(1) Voyez le Moniteur n° 66. Le récit du Journal des Débats est absolument conforme.

pour le monter , vous & vos associés , vous avez mis un bât qui pourra bien s'envoler avec les Ecuyers , à la première ruade de cet animal fougueux : mais morbleu vous ne vous jouerez pas de l'honneur d'un Citoyen irrépréhensible , à qui les iniquités des *défunts* Despotes remplacés , plus encore que déplacés , par vous autres leurs *soi-disant* ennemis , n'ont guère laissé d'autre fortune que celle-là.

Harangueur téméraire , chez qui l'audace a devancé les années , avez-vous senti toute l'étendue , toute la *criminalité* de la manœuvre dont vous m'accusez ? Avez vous réfléchi que vous m'imputiez , ou que vous commettiez un délit digne de toute la rigueur des loix ? D'après votre délation il y a ici un imposteur , un *faussaire* , vous ou moi : Vous avez abusé de la crédulité de l'*Assemblée Nationale* , ou moi de la confiance de celle d'une partie de l'Assemblée générale de *St.-Domingue*. Il faut que le coupable soit *connu* , & PUNI.

De trois choses l'une , ou dans les 24 heures de la notification de la présente , vous démentirez formellement toutes les Gazettes qui ont publié votre imposture ; vous les obligerez d'être les entrepôts , les canaux de la réparation qui m'est due ! ou vous me nommerez ces lâches transfuges de l'*Assemblée générale* qui ont été se vouer à l'ignominie de votre reconnaissance , de vos éloges , par un *rapport* très-digne du vôtre & des vôtres , en ce qu'il est aussi *faux* , mais heureusement moins sûr de l'impunité , parce qu'il n'est pas fait au nom d'un *Comité* ; ou enfin je rendrai *plainte au*

Criminel, contre vous, pour vous forcer à indiquer quels sont les *changemens CONSIDÉRABLES* qui ont été *convenus*; dont les signatures ont été le prix, & *qui n'ont pas été faits*. Et s'il se trouve, *comme il se trouvera*, que vous en avez indignement imposé sur ce point, comme sur le reste à l'*Assemblée Nationale*, à la Nation (1), je poursuivrai contre vous une condamnation proportionnée à la faiblesse du caractère que vous avez souillé, à l'énormité de l'injure que vous m'avez faite.

Il est tems d'éclaircir par un grand exemple, une équivoque dont vous abusez avec trop de licence. L'*Assemblée Nationale* a décrété en faveur de ses Membres un *Privilège* que les circonstances justifioient peut-être, celui de l'*Inviolabilité*, celui de n'avoir à répondre qu'à eux mêmes, ou à elle, de ce qu'ils font, de ce qu'ils disent dans son enceinte : mais sans doute elle l'a restreint à ce qui concerne la *législation*, la constitution, & les matériaux nécessaires à la construction de ce si grand, si long, si lourd édifice.

Sur tout le reste, elle n'a pas prétendu vous dispenser de la loi fondamentale de toute société, qui rend *tous* les Citoyens indistinctement responsables à la *Loi* de leurs actions, & de leurs paroles, quand elles intéressent des *tiers*, de simples particuliers. Elle n'a pas prétendu encore une fois faire de son enceinte un théâtre privativement affecté à la calomnie, ou il fut permis en se couvrant d'un masque de législateur d'exercer publiquement la plus infâme diffamation, *contre DES ABSENS*.

(1) Voyez en, à la page 163 ci-après, la preuve par anticipation.

Des honorez-vous, vous autres prétendus restaurateurs de l'honneur *françois*, tant qu'il vous plaira : décochez-vous réciproquement, vous qui ambitionnés la gloire bruyante d'être les lutteurs dominans dans cette arène, des injures, hélas ! qui sont presque toujours des vérités, dont rougit la partie honnête, silencieuse, mais trop foible, trop timide de l'Assemblée : vous en êtes les maîtres.

Mais nous spectateurs éloignés, que nous puissions être atteints, sans espérance de remède, du venin que lancent ces bouches empoisonnées ; que nos blessures soient incurables, parce que le trait sera parti d'une enceinte qui doit être sacrée ! non je ne crois, je ne déferé point à cet horrible axiome. J'aurai pour seconds dans mon incrédulité les 25 millions de François qui ne composent pas l'*Assemblée Nationale* ; j'aurai pour soutien dans mon appel la partie honnête, & par conséquent la plus nombreuse de cette Assemblée.

Vous l'avez induite à mander à sa barre, trois Commissaires dont tout le crime est d'avoir voulu par ordre de leur Corps, (1) lui présenter une remontrance respectueuse, que l'on n'a pas voulu entendre, quoiqu'on se soit permis de la proscrire ; dont les premiers mots ont révolté, parce que le

(1) Par délibération unanime du 6 Mars, du lendemain de la *blâmerie* prononcée contre les trois Commissaires, l'Assemblée générale de *St.-Domingue* a fait un arrêté qui porte « que l'adresse présentée à l'Assemblée Nationale, en son nom, dans la Séance d'hier, n'est pas l'ouvrage particulier des Commissaires qui y ont apposé leurs signatures, mais bien l'ouvrage UNANIME de l'Assemblée qui l'a adopté après longue discussion.

lecteur, qui est de vos affidés apparemment, s'est permis une falsification atroce, si du moins on en croit votre Gazette favorite, celle par laquelle circulent, & les grands traits d'éloquence qui ne vous échappent pas, & les hommages brillans qui ne vous font pas rendus.

Dans le *Moniteur*, N^o. 66, au récit de cette scène honteuse, on lit, (& j'écris juste, je copie les mots.) « M. le Secrétaire continue la lecture de la lettre (de l'Assemblée générale de Saint-Domingue) *nous persistons au nom de la Colonie dont nous sommes* LES LÉGISLATEURS : Il s'élève de très-grands murmures, ajoute le Gazetteur, ce qui devoit arriver, puisque sans doute ce mot étoit le signal donné à vos *aboyeurs*.

Mais ce mot N'ÉTOIT PAS DANS LA LETTRE. C'est moi qui l'ai rédigée; elle porte : « Dont nous sommes les LÉGITIMES, *les seuls Représentans* ». Il est aisé de sentir l'énorme différence des deux leçons, sur-tout dans ce cas-ci, où le prétendu crime des Représentans de *St.-Domingue*, est la calomnie par laquelle vous les avez accusés d'avoir voulu être *les Législateurs suprémes* de la Colonie.

C'est le comble de l'art sans doute dans le moment où ils sollicitoient la justice d'être admis à se justifier, d'avoir placé dans leur bouche l'aveu formel de leur délit supposé; d'avoir fait jaillir de la pièce même qui contenoit leur motif d'admission un motif déterminant pour les écarter; d'avoir donné à ce motif une gravité assez imposante pour entraîner même les gens honnêtes qui au-

roient pu être tentés du desir de connoître le reste de la piece ; mais aussi cet art , Monsieur , c'est le dernier degré de la plus impudente , de la plus épouvantable perversité : c'est , puisqu'il faut le dire en termes propres , une des plus basses , & aussi une des plus punissables friponneries qu'il soit possible de commettre.

Et où en sommes-nous donc , grand Dieu ! si des hommes qui se sont constitués *inviolables* sous prétexte de nous fabriquer des loix nouvelles , abusent de leur nouveau privilege pour violer toutes les loix , non-seulement de la justice , mais de l'honneur , mais de la pudeur , mais de la confiance la plus sacrée ! je parlois tout à l'heure du danger d'être calomnié par eux ; mais ceci est bien pis.

Quoi ! une *pièce* dont ils ne sont dépositaires qu'un instant , que pour *la lire* , change de nature en passant par leur bouche ! Semblables à ces charlatans qui avalent un ruban bleu , & en rendent un rouge , c'est l'aveu d'un *crime* qu'ils tirent du papier où se trouve formellement consigné le désaveu de l'*accusation* ! & c'est en pleine Assemblée Nationale que s'operent ces prestiges ! & ces tours de passe-passe deviennent la base des décrets de l'Assemblée Nationale (1) !

(1) Le Secrétaire inculpé ici est M. de Sillery , mon Compatriote , & j'en suis bien fâché ; mais je remplis ici un devoir ; s'il a été trompé , c'est-à-dire s'il a eu une fausse copie , ce qui ne seroit pas impossible , si le Gazettier nous en a imposé , & lui a prêté une falsification qui n'a pas eu lieu ; il auroit déjà dû réclamer ; il auroit dû re-

Et vous M. *Barnave*, à qui celui-là ne peut pas être *étranger*, puisque vous aviez lû *tout bas*, ou dans votre *Cabinet*, l'adresse *entière*, puisque vous avez eu la forfanterie de dire que vous la réfuteriez en deux mots, c'est vous qui m'accusez, *en mon absence*, de fausseté, de duplicité! Non-seulement vous n'avez pas réclamé contre cette falsification, qui n'a pu vous échapper, à supposer que vous n'en foyez pas l'inventeur, l'artiste primitif; mais après avoir ainsi mis un obstacle insurmontable à la continuation *de la lecture*, vous en avez tiré l'occasion de feindre de la modération, de la générosité, en paroissant prier pour qu'on l'entendit. Vous vous êtes ménagé tout à la fois le moyen de dire à votre aise, tout ce qui vous convenoit, & d'ôter à vos victimes la faculté de faire entendre même un de leurs soupirs.

Ah! ce sont les machinateurs de ces honteuses finesses, de ces redoutables artifices, qu'il faudroit mander *à la barre*: c'est ce triomphe de la corruption la plus profonde, coalisée avec la plus criminelle audace qu'il faudroit flétrir, & *blâmer*.

Mais mes cliens: mais quatre-vingt infortunés peres de famille, qui languissent depuis cinq mois à 1800 lieues de leurs foyers, sous la *lettre de*

quérir une punition éclatante contre le novelliste infidele, ou contre le faussaire, auteur de la copie altérée.

Maintenant si l'honneur lui est cher, & qu'il soit innocent de ce manège, il n'a qu'un moyen de s'en laver complètement: c'est de se déclarer le protecteur ouvert des infortunés contre lesquels il a eu le malheur de devenir l'instrument d'une manœuvre aussi criminelle.

cachet la plus tyrannique, la plus injuste, la plus odieuse en tous sens qui ait jamais été surprise, les mander à *cette barre*, pour les punir par une désapprobation flétrissante, de quoi ? de n'avoir pas désespéré d'obtenir justice de l'équité de l'Assemblée Nationale : pour s'entendre faire *un crime* d'avoir *voulu* demander à être *entendus* ; pour avoir réclamé l'exécution de la promesse consignée dans un premier jugement, qui en ne les jugeant qu'à *moitié*, les laisse dans une captivité complète ; pour avoir songé à solliciter comme *une grace*, d'être punis s'ils sont coupables, ou déclarés libres, s'ils ne le sont pas ; enfin, pour s'être flattés d'obtenir au *nom de la justice*, ce qu'on offre, ce qu'on prodigue, à des histrions, à des femmes perdues, aux soi-disans agens des corporations les plus ignobles, aux porteurs des adresses les plus fastidieuses, & quelque-fois les plus extravagantes !

Ce n'est plus à leur coupable détracteur, que je m'adresse maintenant, c'est à vous-mêmes, Législateurs si cruellement trompés dans cette cruelle affaire : eh bien ! s'il le faut pour assouvir la haine, la vengeance, la gloriole de leur implacable ennemi, soit, mandez-les, blamez-les, foudroyez-les : mais ensuite, pour votre honneur, pour le salut de *la France* peut-être, écoutez-les. Ces rebelles qu'on ne parvient à vous rendre suspects, qu'en dénaturant leurs actions, comme on falsifie leurs écrits, ce sont *vos décrets* dont ils sont venus ici réclamer l'exécution. Par celui du 8 Mars 1790, vous avez *formellement*, & *sagement* renoncé à faire des *plans* pour la législation intérieure des Colonies : rien n'étoit plus prudent ;

vous ne les connoissez pas ; l'objet dont paroissent s'occuper le moins ceux de vos collègues , en si petit nombre , qui sont décorés du titre de Députés de ces Colonies , c'est de vous les faire connoître (1).

D'ailleurs, par votre autre décret antérieur , par le principe d'égalité qui en est la base, par cette fameuse déclaration des *droits de l'homme*, vous vous êtes mis dans une impossibilité, *légale, morale, physique* en quelque sorte, de statuer sur le régime intérieur, domestique, de ces contrées, où il y a deux espèces d'hommes ; où le genre humain, au moins quant à présent, est divisé en deux classes essentiellement séparées ; avec une intermédiaire qui, sans être réduite à la nullité de l'une, ne jouit pas complètement de l'existence de l'autre.

Je n'entre pas dans la question philosophique si

(1) C'est une chose curieuse , & vraiment remarquable , que les Députés qui siègent à l'*Assemblée Nationale* , au nom de la Colonie de *St.-Domingue* , n'aient jamais ouvert la bouche quand il s'est agi de *St.-Domingue* ; que le fameux jour du Décret du 12 Octobre , ils n'aient pas même hasardé une tentative pour le suspendre ; qu'ils n'aient pas donné une protestation au moins pour réserver les droits de leurs *Committans*. La dénonciation infructueuse , déjà oubliée de *M. de la Luzerne* , est le seul signe de vie qui leur soit échappé.

Mais cette dénonciation , fruit du talent , du zèle d'un seul d'entr'eux , (*M. de Gouy*) quelle suite a-t-elle eue ? Quel bien a-t-elle fait à la Colonie ? Dans la dénonciation du Ministre oppresseur , *M. de Gouy* a montré le patriotisme d'un bon Citoyen , & le talent d'un bon écrivain ; mais ne se feroit-il pas honoré davantage en se chargeant du ministère que je remplis bien , moi , *étranger* !

indiscrètement élevée, quant aux circonstances actuelles, de la justice, ou de l'iniquité *politique* de l'affranchissement des *noirs*, de l'admission des gens de couleur à tous les droits des *blancs*; mais ce que je puis dire ici, ce qui est démontré, universellement avoué par tous les gens instruits, c'est qu'une révolution *subite* en ce genre, seroit la ruine, *subite* aussi, des colonies.

Vous ne voulez pas opérer cette ruine: vous ne pouvez donc pas prendre sur vous de traiter cette question, dont la solution, *dans vos principes*, seroit le signal de cette révolution; à moins que vous ne préférassiez la plus monstrueuse conséquence: à moins que votre théorie *législative* ne fut subordonnée à la nuance de l'épiderme des *légisférés*; & qu'en traitant des droits des *noirs*, & des *blancs*, vous ne voulussiez littéralement dire *noir*, après avoir dit *blanc*.

Dans la perplexité où vous met, d'une part le texte de la déclaration *des droits*, & de l'autre l'importance politique des *colonies*, vous n'aviez d'autre ressource que le parti conquis, consacré dans le decret du 8 mars; de leur abandonner à elles-mêmes leur police intérieure, leur régime domestique, en vous en réservant, comme il étoit juste, la surveillance, avec le droit de les valider, non par votre *approbation*, mais par votre *autorisation*; ce qui, en politique, n'est pas contradictoire.

Les colonies alors seroient de grandes familles qui, sans cesser de faire partie du même empire, auroient (pour un tems si l'on veut), des *rits*.

des *mœurs*, des *usages* intérieurs, différens; rits, mœurs, usages qui ne produiroient ni le moindre danger, ni même la moindre difformité dans l'état, dont elles sont une espèce de hors-d'œuvre, séparé par dix-huit cens lieues de mer. On pourroit bien sans inconvénient prolonger cette tolérance en faveur d'un pays, qui n'a ni les mêmes productions, ni le même climat, ni pour ainsi dire le même soleil.

On le devoit : car votre même décret du 8 mars, après avoir investi les *Assemblées coloniales* du droit dont les législateurs *françois* se dépouilloient, de celui de préparer des *plans* pour les colonies, ajoute qu'il met les colons, & leurs *propriétés*, sous la *sauve-garde spéciale de la nation*; or ces *propriétés* sont précisément les droits anéantis *par la déclaration des droits* : donc l'Assemblée nationale a fait une exception formelle sur cet article : donc y déroger d'après elle, n'est ni un *crime*, ni une *rébellion*.

C'est dans cet esprit, c'est d'après cette conviction, que l'Assemblée Générale de *Saint-Dominique* a opéré; c'est d'après ces principes qu'est rédigé son décret du 28 mai, envoyé par elle le 17 juin à l'*acceptation* (1) de l'Assemblée Nationale, pour être décrété par elle, & devenu le vœu exprès, irrévocable, de la Colonie entière,

(1) Voyez cet article dans le mémoire où est la justification de ce mot de *Décret* adapté à une résolution *préparatoire*, & celle du mot d'*acceptation* dont M. Barnave a fait des crimes sérieux.

puisque c'est depuis l'émission de cet ouvrage , de *ce plan* , que ses auteurs , les membres de l'Assemblée Générale , dont il s'agit , ont été *confirmés deux fois* par la Colonie.

Et voilà, Législateurs François, voilà les hommes que vous refusez obstinément d'*entendre* , après les avoir condamnés sans les avoir entendus ! Voilà les coopérateurs soumis , fidèles , nécessaires , que vous repoussez avec un dédain injurieux ; au préjudice de qui vous vous laissez abuser par des manœuvres doublement coupables , par des *falsifications* , qui en vous les présentant comme vraiment criminels eux-mêmes , donnent une apparence de légitimité à la surprise qui vous arrache contre eux les plus révoltantes injustices

Et d'où vient ce désordre , cet aveuglement ? De ce qu'il existe parmi vous un *individu* (1) plein d'orgueil & de rancune , possédé du démon de l'ambition , si ce n'est pas celui de la cupidité ; qui pour se frayer la voie au poste de ministre , c'est-à-dire de *despote* de ces contrées infortunées , veut se donner la gloire d'en être le *Solon* , le *Lycurgue* ; qui s'essaye sous le nom de législateur à en être le tyran , & qui par conséquent seroit très-tâché d'y voir annéantir la tyrannie , le despotisme.

Suivez sa marche ; le 8 mars 1790 vous *décrêtez* la résolution digne de votre sagesse , de ne point

(1) Voyez dans le *Moniteur* , N^o. 66 , le récit de la Séance du 5.

faire de plans pour les Colonies, mais de les *recevoir* des Colons eux-mêmes; et le 28 du même mois, cet individu vous en fait adopter de *sa façon* : il vous les fait décréter sous le nom *d'instructions* : il n'y a que vingt jours d'intervalle entre cette cession, & cette reprise. Dans les premiers jours du même mois vous nous autorisiez à vous instruire; & dans les derniers, c'est vous qui nous *instruisez*.

Ces documens arrivent; les gens sages gardent le silence, & ne vous accusent pas de cette contradiction; mais les mal intentionnés s'en arment: voyez quel en est le fruit. Voyez la *Martinique* en cendre, & où l'effusion du sang n'a pu empêcher l'incendie, qui n'a pas d'autre cause (1).

A *Saint-Domingue*, les meurtres ont été moins nombreux, parce que les vrais Représentans de la Colonie, ont été plus modérés; parce qu'ils se sont flattés de trouver auprès de vous un accueil digne de l'idée qu'ils se formoient de vous, digne des sentimens de justice qu'ils ont dû vous supposer; parce qu'ils n'ont pu deviner que l'ascendant de l'individu, législateur novice & impitoyable de

(1) Il est plaisant; non : il est affreux que M. *Barnave*, dans une des Séances où il s'agissoit des défordres de la *Martinique*, le 29 Novembre 1790, ait dit que c'étoit la preuve de l'incapacité des Colons pour la législation, & de la nécessité de leur fabriquer des loix en *Europe*, de ne pas les admettre, même à les préparer; ainsi, ce sont les malheurs causés par les vues, ou courtes, ou malfaisantes, par les conseils intéressés de M. *Barnave*, qui deviennent des raisons décisives pour adopter plus exclusivement que jamais les vues de M. *Barnave* & les instructions de M. *Barnave*.

leurs contrées, pût vous subjuguier au point de vous entraîner à exercer contre les Représentans d'une colonie entière , qui vous apportotent *son vœu*, & des lumières pour le justifier, une rigueur aveugle ; à décerner contre ses défenseurs , *sans les entendre*, une destitution, au moins prématurée ; & à ses assassins, après l'avoir *entendu lui seul*, aux meurtriers mercenaires , réfléchis de vos concitoyens, des éloges , des remerciemens, des couronnes CIVIQUES !

Voilà ce qu'ils n'ont pu prévoir , & cependant ce qui est arrivé : ne secouerez-vous donc jamais ce joug honteux de confiance , de crédulité , si mal placée ? N'ouvrirez-vous pas les yeux à l'éclat des vérités que présentent , & le Mémoire inculpé le 5 , & l'Adresse *falsifiée* en votre présence , & la discussion que contient cet Ecrit ?

La même main qui a fabriqué les funestes instructions du 28 Mars, en compile maintenant de nouvelles. L'importance qu'elle y attache, est le motif de sa fureur, de ses manœuvres, contre une *Assemblée* qui demande à les connoître pour les *apprécier*, pour vous en faire sentir le danger, avant que les effets en soient irréparables ; qui le demande aux termes de vos *Décrets* ; qui le demande d'après la raison évidente, la justice évidente, le droit évident. L'inconcevable *activité* que l'on met à l'éloigner de vous, n'est-elle pas un motif déterminant pour l'appeller ?

Le moment actuel vous offre une circonstance unique, que des siècles entiers peut-être n'auroient pas amenée, & dont on ne peut, sans des inten-

tions bien coupables, s'obstiner à vous empêcher de profiter. C'est le sort de la Colonie qui vous occupe : en tout autre tems, soit que vous voulussiez attendre d'elle des éclaircissmens, soit qu'il vous convînt mieux de lui en envoyer, il faudroit franchir près de 4000 lieues de mer; il faudroit un intervalle de six mois ! Mais aujourd'hui *la Colonie* est ici ; eh que ne traitez-vous avec elle ?

Quelle conjoncture plus heureuse, plus favorable, pour étouffer tous les germes de troubles, pour cimenter l'union ; pour donner aux droits des *Colons* une stabilité indestructible ; pour assurer au *commerce* les fruits d'une liaison qui ne sera plus garantie par des loix odieuses, ni souillée par un despotisme meurtrier ; enfin pour réaliser le projet que les mauvaises intentions du Rédacteur n'avoient pu empêcher les bonnes de l'Assemblée de faire sentir, dans les *instructions* du 28 Mars, & dans la lettre du Président qui les accompagnoit. On y contracte l'engagement de ne déterminer tous les rapports *mutuels* que d'après la justice ; de *transiger* sur ces rapports d'après les intérêts communs ; d'indemniser les Colons par le partage des fruits de la liberté, des maux que leur ont faits les abus détruits par l'Assemblée Nationale.

Voilà ce que contiennent les *instructions* : eh bien donc, parties mutuellement intéressées, *transigez* de bon accord, puisque vous voilà réunies ; procédez une bonne fois à un contrat solide, qui prévienne les difficultés, les brouilleries, les embarras : donnez à ce département d'un autre mon-

de une *constitution* , qui sans altérer la vôtre, se concilie avec la nature de son sol, avec celui de ses productions, avec l'état actuel des choses que vous ne pouvez changer subitement sans tout détruire.

Mais l'Assemblée générale de *Saint-Domingue* n'a plus de caractère : nous l'avons dissoute... Eh ! législateurs de bonne foi , Citoyens honnêtes, parmi lesquels se trouvent tant de Jurisconsultes éclairés, laissez ce langage, ou ce prétexte, au jeune indiscret qui vous a si malheureusement trompés, égarés jusqu'ici dans toute cette affaire. Non, l'Assemblée de *Saint-Domingue* n'est point dissoute : si vous ne l'avez point *jugée*, vous ne l'avez pas frappée de mort ; & si vous l'avez *jugée*, puisqu'il est constant que vous ne l'avez pas *entendue*, votre jugement est *nul*. Il n'y a point de réplique à ce dilemme.

Le caractère conféré par la Colonie à ses Représentans, qui sont ici, subsiste donc dans toute son intégrité : il ne faut aucune formalité pour le faire revivre, puisqu'elles ont toutes été violées dans son anéantissement prétendu. Votre honneur est intéressé à les reconnoître, sans autres préliminaires que de leur déclarer que vous êtes détrompés. Mandez les à *la Barre*, mais que ce soit pour sceller cette heureuse réconciliation.

Montrez à la *France*, à l'*Europe*, à l'*Univers*, que si des intrigans parviennent quelquefois à vous surprendre, parceque vous êtes des hommes, & des hommes très-occupés, vous savez réparer vos erreurs, parceque vous êtes des hommes de bonne-foi. Prouvez que si pour le salut du peuple vous avez cru devoir couvrir ses Représentans du

privilège utile de l'*inviolabilité*, vous n'avez pas le ridicule orgueil d'aspirer à celui de l'*infaillibilité*, qui seroit absurde, même en théorie, qui deviendroit affreux, s'il servoit une fois, une seule fois, de prétexte à un déni de Justice.

Paris, le 9 Mars 1791.

Signé, LINGUET.

En attendant la vérification juridique des impositions de M. Barnave, & de ses complices, s'il est vrai comme il l'a annoncé, qu'il en ait BEAUCOUP dans l'*Assemblée générale de St.-Domingue*, voici des pieces qui aideront le public à s'en former une juste idée.

EXTRAIT du registre des délibérations de l'Assemblée des quatre-vingt-cinq habitans de St.-Domingue, venus en France sur le vaisseau le Léopard.

L'an mil sept cent quatre-vingt-onze & le six Mars au matin.

L'Assemblée des quatre-vingt-cinq Colons arrivés en France sur le vaisseau le Léopard, en qualité de Membres de l'Assemblée générale de la partie Française de St.-Domingue, réunie au lieu ordinaire de ses Séances, M. le Président a ouvert la Séance en annonçant l'improbation qu'avoit reçue hier à l'Assemblée Nationale l'adresse qui lui a été présentée par l'Assemblée pour obtenir l'admission qu'elle sollicit.

Un des Membres a observé que tout ce qui s'étoit passé hier à l'Assemblée Nationale, relativement à cette Adresse, étoit rapporté avec le plus grand détail dans le Journal des *Débats & Décrets*.

On a donné lecture de l'article de ce Journal, sur lequel plusieurs Membres ont fait des observations; la discussion s'est bornée à demander que l'Assemblée répondît par un arrêté aux assertions que M. Barnave avoit avancées à la tribune de l'Assemblée Nationale, contre les faits annoncés dans le *Mémoire justificatif*;

ARRÊTÉ par l'Assemblée que pour détruire les assertions de M. Barnave sur LES FAITS contenus audit *Mémoire justificatif*, on livrera de suite à l'impression l'arrêté qu'elle a pris dans la Séance du dix-sept Février dernier, par lequel, TOUS les Membres de l'Assemblée ont UNANIMEMENT approuvé le *Mémoire justificatif*, quant au fond, SANS AUCUNE RECLAMATION.

Déclare en outre, l'Assemblée, que l'Adresse présentée à l'Assemblée Nationale, en son nom, dans la Séance d'hier, n'est pas l'ouvrage particulier des Commissaires qui y ont apposé leurs signatures; mais bien l'ouvrage unanime de l'Assemblée qui l'a adopté après longue discussion.

Arrêté aussi que la présente déclaration sera imprimée pour la justification de ses Commissaires.

Signé, LA ROCHE TURGEAU, *Président*.

E. GUERIN, DAIHERRE, *Secrétaires*.

ARRÊTÉ mentionné ci-dessus.

Séance du 17 Février, 1791.

Plusieurs membres ont fait diverses motions tendantes à la rectification du *mémoire justificatif* de l'Assemblée, qui a été lu hier. L'objet mis en délibération, & après longue discussion, il a été arrêté que six Commissaires seroient élus pour reviser ce mémoire avec l'auteur, & que leur mission seroit BORNÉE SEULEMENT à faire élaguer des Epi-

thetes mortifiantes, & des *personnalités* qui s'y trouvent, sans rien toucher au fonds qui remplit PARFAITEMENT LES VUES DE L'ASSEMBLÉE, & qu'elle adopte.

On a ensuite procédé par scrutin à la nomination des six Commissaires, &c.

Signé, CARRÉ, *Président*.

La ROCHE TURGEAU, GUERIN, *Secrétaires*.

Les faits étoient donc exacts : PERSONNE de l'Assemblée n'a donc réclamé contre les faits avant l'impression ; & après l'impression, & la distribution, voici ce qui a été arrêté dans la même Assemblée.

Séance du 26 Février, 1792.

Sur la motion tendante à voter des remerciemens à M. LINGUET, & à le prier de continuer ses bons offices en faveur de l'Assemblée.

ARRÊTÉ que MM. Larchevesque Thibaud, & Borel, sont nommés Commissaires pour se rendre à cet effet auprès de M. Linguet.

Signé LA ROCHE TURGEAU aîné, *Président*.

LEGRAND, GUERIN, *Secrétaires*.

Maintenant, que M. BARNAVE nomme les honnêtes gens de l'Assemblée de Saint-Domingue qui ont été tout bas lui dire que d'honnêtes gens n'avoient pu signer le MÉMOIRE, qu'ils n'avoient donné leurs signatures que sous la condition des changemens CONSIDÉRABLES qui n'avoient pas été faits ; & qu'on leur avoit fait injure en les comprenant parmi les signataires.

FRANÇOIS, commencez donc à apprécier M. Barnave, & les manœuvres de M. Barnave.

TITRE VIII.

De la force publique.

ARTICLE PREMIER.

La force publique est la réunion des forces individuelles , organisée par la constitution , pour maintenir les droits de tous & assurer l'exécution de la volonté générale.

I I.

La force publique est destinée à défendre la constitution , à assurer l'exécution des lois & le maintien de l'ordre intérieur , sur la réquisition des magistrats & officiers publics à qui la constitution en a attribué la fonction , & à défendre & garantir l'Etat contre les attaques extérieures , sous la direction & les ordres des officiers militaires à qui le commandement en est confié.

I I I.

La force armée est essentiellement obéissante ; nul corps armé ne peut exercer le droit de délibérer.

I V.

La force publique est divisée en trois parties , dont chacune a son usage , son organisation & son mode de service particulier.

V.

Les trois parties de la force publique sont , la
Instruction pour les colonies, &c.

E



1773

P1597

V.3

